

TSX: MFI

www.mapleleaffoods.com

Relations avec les investisseurs
investor.relations@mapleleaf.com

Relations avec les médias
media.hotline@mapleleaf.com

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du premier trimestre de 2024

Maple Leaf constate une croissance de 55 % du BAIIA ajusté sur douze mois qui s'établit à 116 millions de dollars en 2024.

La perspective demeure inchangée, la société étant en voie de respecter ses priorités pour 2024

Mississauga, Ontario, May 2, 2024 - Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX: MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre clos le 31 mars 2024.

« Au premier trimestre de 2024, nous avons enregistré un BAIIA ajusté de 116 millions de dollars, soit une augmentation de 55 % par rapport à la même période l'an dernier, a déclaré Curtis Frank, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. « Compte tenu de la croissance des ventes au sein de notre portefeuille de viandes préparées et d'une amélioration séquentielle de notre marge du BAIIA ajusté des protéines animales à 10,8 %, soit une amélioration de 310 points de base par rapport à l'an dernier, nous avons franchi une étape importante vers la réalisation de notre plein potentiel commercial.

« La légère baisse de nos ventes globales par rapport au premier trimestre de 2023 est principalement attribuable aux décisions d'approvisionnement visant à réduire les achats externes de volaille et de porc, ce qui a une incidence sur les ventes à court terme tout en nous préparant à réaliser nos plans à l'avenir.

« Pour l'avenir, nous nous attendons à ce que l'élan de notre entreprise continue de s'accélérer. Les vents contraires dans le secteur du porc, bien qu'il s'agisse encore d'un défi, s'estompent, et notre attention est concentrée sur la mise en œuvre de notre plan stratégique actualisé, a poursuivi M. Frank. « Grâce à une plateforme puissante de marques, à un réseau d'actifs de calibre mondial et à notre leadership en matière de développement durable, nous avons la bonne stratégie et la bonne équipe en place pour stimuler la croissance au Canada, accélérer notre portée aux États-Unis et tirer pleinement parti de nos récents investissements en capital. »

Faits saillants du premier trimestre 2024

- Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts, amortissement (BAIIA)(i) est passé à 116,4 millions de dollars, soit une augmentation de 55 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, la marge du BAIIA ajusté passant de 6,4 % à 10,1 % pour la même période.
- Pour le premier trimestre de 2024, le bénéfice net s'est chiffré à 51,6 millions de dollars (0,42 \$ par action de base), comparativement à une perte de 57,7 millions de dollars (perte de 0,48 \$ par action de base) à l'exercice précédent.
- Les coûts de démarrage(i) liés aux projets de construction d'immobilisations(i) ont diminué d'environ 67 % pour s'établir à 11,4 millions de dollars au cours du trimestre par rapport à l'exercice précédent.
- Les ventes de l'unité d'exploitation des aliments préparés ont diminué d'environ 0,4 %, la hausse de 2,9 % des ventes dans le secteur des viandes préparées a été toutefois annulée par une baisse de 5,7 % dans le secteur des protéines végétales et de 7,1 % dans celui de la volaille par rapport à l'exercice antérieur. Les ventes dans l'unité d'exploitation du porc ont diminué de 4,5 % par rapport à l'an dernier.
- Les flux de trésorerie disponibles(i) se sont améliorés, passant de 12,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 73,6 millions de dollars.

Perspectives

- Prévisions de la société pour l'ensemble de l'exercice 2024 :
 - Croissance faible à moyenne à un chiffre des revenus.
 - Augmentation de la marge du BAIIA ajusté par rapport à 2023
 - Production de solides flux de trésorerie disponibles et réduction de l'endettement du bilan
- Pour tenir compte de son plan stratégique actualisé et du remaniement de sa structure organisationnelle au premier trimestre de 2024, la société communique ses résultats d'affaires et d'exploitation en tant qu'entreprise consolidée de

produit protéinés, afin que les résultats concordent avec la façon dont la direction surveille et mesure le rendement de l'entreprise. Compte tenu de ces changements, la société est d'avis qu'elle est en mesure d'atteindre une marge du BAIIA ajusté consolidé de 14 à 16 %, dans des conditions normales de marché.

(i) Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

Faits saillants financiers

Mesuré ⁽ⁱ⁾ (non audité)	Trimestres clos le 31 mars		Variation
	2024	2023	
Ventes ⁽ⁱⁱ⁾	1 153,2 \$	1 171,1 \$	(1,5) %
Résultat net	51,6 \$	(57,7) \$	189,3 %
Bénéfice (perte) de base par action	0,42 \$	(0,48) \$	187,5 %
Résultat d'exploitation ajusté ⁽ⁱⁱⁱ⁾	53,0 \$	19,3 \$	174,4 %
Résultat ajusté par action ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,04 \$	(0,12) \$	133,3 %
BAIIA ajusté ⁽ⁱⁱⁱ⁾	116,4 \$	75,3 \$	54,6 %
Flux de trésorerie disponibles ⁽ⁱⁱⁱ⁾	73,6 \$	12,4 \$	493,5 %
Dettes nettes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(1 722,8) \$	(1 677,3) \$	2,7 %
Bénéfice avant impôts ajusté ⁽ⁱⁱⁱ⁾	10,4 \$	(14,0) \$	174,3 %

(i) Toutes les mesures financières sont exprimées en millions de dollars, sauf le résultat de base et le résultat ajusté par action.

(ii) Les montants trimestriels pour 2023 ont été ajustés afin d'éliminer les nouvelles ententes de vente conclues au cours de l'exercice qui contenaient une attente de rachat, montants qui ont été constatés précédemment à titre de ventes externes.

(iii) Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

Les ventes du premier trimestre de 2024 se sont chiffrées à 1 153,2 millions de dollars, comparativement à 1 171,1 millions de dollars à l'exercice précédent, soit une baisse de 1,5 %, les ventes de l'unité d'exploitation des aliments préparés ont diminué d'environ 0,4 %, celles des viandes préparées ont augmenté de 2,9 %, ce qui a été contrebalancé par des baisses de 5,7 % dans le secteur des protéines végétales et de 7,1 % dans celui de la volaille par rapport à l'an dernier. Les ventes dans l'unité d'exploitation du porc ont diminué de 4,5 % par rapport à l'an dernier.

Pour le premier trimestre de 2024, le bénéfice net s'est chiffré à 51,6 millions de dollars (0,42 \$ par action de base), comparativement à une perte de 57,7 millions de dollars (perte de 0,48 \$ par action de base) à l'exercice précédent. Le bénéfice net a bénéficié de la réduction des coûts de la nourriture des animaux, de l'efficacité opérationnelle, de la diminution des coûts de démarrage et des coûts de restructuration et de l'incidence positive des ajustements à la valeur de marché non réalisés des actifs biologiques.

Les résultats ont subi l'incidence négative de la hausse des charges d'intérêts en raison de l'augmentation des taux d'intérêt et de la dette, ainsi que de l'augmentation des charges fiscales.

Le résultat d'exploitation ajusté pour le premier trimestre de 2024 a été de 53,0 millions de dollars, comparativement à 19,3 millions de dollars au dernier exercice. En ce qui concerne le résultat ajusté par action, il s'est établi à 0,04 \$ pour le premier trimestre de 2024, par rapport à une perte de 0,12 \$ à l'exercice précédent.

Le bénéfice avant impôts ajusté du premier trimestre de 2024 s'est élevé à 10,4 millions de dollars comparativement à une perte de 14,0 millions de dollars à l'exercice précédent.

Pour de plus amples renseignements sur les mesures et les résultats opérationnels clés, consultez la rubrique intitulée Secteurs d'exploitation.

Remarque : Plusieurs éléments sont exclus de l'analyse du résultat sous-jacent, puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation courantes de la société. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la fin du présent communiqué pour obtenir la description et le rapprochement de toutes les mesures financières non conformes aux IFRS.

Secteurs d'exploitation

Plus tôt cette année, la société a annoncé une mise à jour de son plan stratégique qui prend en considération les progrès réalisés vers l'atteinte de son objectif et de sa vision et établit la feuille de route pour le prochain chapitre sur la façon dont les Aliments Maple Leaf a l'intention d'atteindre ces objectifs.

Pour mettre en œuvre ce plan, la société a regroupé ses activités dans le domaine des protéines animales et des protéines végétales sous une même organisation, grâce à une nouvelle structure organisationnelle qui soutiendra son efficacité opérationnelle, optimisera son potentiel de croissance sur les marchés clés et définira clairement les responsabilités de chacun pour l'exécution stratégique. En fonction de cette réorganisation et orientation en tant qu'entreprise dans le domaine de produits protéinés, Les Aliments Maple Leaf présente ses résultats d'affaires et d'exploitation en tant qu'entreprise consolidée de produits protéinés, afin qu'ils concordent avec la façon dont la direction surveille et mesure le rendement de l'entreprise au premier trimestre de 2024. Compte tenu de ces changements, la société est d'avis qu'elle est bien placée pour atteindre un BAIIA ajusté consolidé de 14 % à 16 % dans des conditions normales de marché. Auparavant, la marge du BAIIA

ajusté cible de 14 % à 16 % de la société dans des conditions normales de marché ne visait que le secteur des protéines animales. La société a atteint une marge de BAIIA ajusté pour les protéines animales de 10,8 % au premier trimestre de 2024.

En tant qu'entreprise consolidée de produits protéinés, les Aliments Maple Leaf compte deux unités d'exploitation : Les aliments préparés et le porc, qui représentent en moyenne environ 75 % et 25 % des revenus totaux de la société, respectivement. Les aliments préparés combinent les activités des viandes préparées, des protéines végétales et de la volaille, qui représentent en moyenne environ 50 %, 5 % et 20 % des revenus totaux de la société, respectivement.

Le tableau ci-dessous présente le résumé des ventes, du profit brut, des frais de vente et charges générales et administratives, du résultat d'exploitation ajusté, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du bénéfice avant impôts ajusté pour les trimestres clos le 31 mars 2024 et le 31 mars 2023.

<i>(En millions de dollars) (non audité)</i>	Trimestres clos le 31 mars	
	2024	2023
Ventes⁽ⁱ⁾	1 153,2 \$	1 171,1 \$
Profit brut (perte)	226,3 \$	76,4 \$
Frais de vente et charges générales et administratives	110,0 \$	102,7 \$
Résultat d'exploitation ajusté⁽ⁱⁱ⁾	53,0 \$	19,3 \$
BAIIA ajusté⁽ⁱⁱ⁾	116,4 \$	75,3 \$
Marge du BAIIA ajusté⁽ⁱⁱ⁾	10,1 %	6,4 %
Bénéfice avant impôts ajusté⁽ⁱⁱ⁾	10,4 \$	(14,0) \$

⁽ⁱ⁾ Les montants trimestriels pour 2023 ont été ajustés afin d'éliminer les nouvelles ententes de vente conclues au cours de l'exercice qui contenaient une attente de rachat, montants qui ont été constatés précédemment à titre de ventes externes.

⁽ⁱⁱ⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

Les ventes du premier trimestre ont diminué de 1,5 % pour s'établir à 1 153,2 millions de dollars comparativement à 1 171,1 millions de dollars à l'exercice précédent. Les ventes de l'unité d'exploitation des aliments préparés ont diminué d'environ 0,4 %, la hausse de 2,9 % des ventes dans le secteur des viandes préparées a été toutefois annulée par une baisse de 5,7 % dans le secteur des protéines végétales et de 7,1 % dans celui de la volaille par rapport à l'exercice antérieur. Les ventes dans l'unité d'exploitation du porc ont diminué de 4,5 % par rapport à l'an dernier. Le volume et la composition de l'offre des produits sont à l'origine de l'augmentation des ventes dans le secteur des viandes préparées, tandis que les baisses de volume dans le secteur des produits de volaille frais ont été causées par une baisse des ventes à l'industrie; et pour le secteur du porc, par une réduction des achats de porcs pour la transformation et un taux de change négatif.

Le profit brut du premier trimestre a augmenté, s'établissant à 226,3 millions de dollars (marge brute de 19,6 %) comparativement à 76,4 millions de dollars (marge brute de 6,5 %) à l'exercice précédent. L'augmentation du profit brut est attribuable à l'amélioration des conditions du marché du porc, à l'efficacité opérationnelle de l'usine avicole de London et à la hausse des ajustements à la valeur de marché non réalisés des actifs biologiques, attribuable aux changements dans les marchés de la nourriture pour animaux et du porc. En outre, le profit brut a bénéficié de la réduction des coûts de démarrage liés aux projets de construction d'immobilisations, qui ont diminué d'environ 67 % pendant le trimestre en cours par rapport à l'exercice précédent.

Au premier trimestre, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 110,0 millions de dollars, comparativement à 102,7 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives est principalement attribuable à la hausse de la charge de rémunération variable.

Le résultat d'exploitation ajusté du premier trimestre s'est établi à 53,0 millions de dollars, comparativement à 19,3 millions de dollars à l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés liés au profit brut et aux frais de vente et charges générales et administratives, et à l'exclusion de l'incidence des ajustements à la valeur de marché non réalisés et des coûts de démarrage, qui sont exclus du calcul du résultat d'exploitation ajusté.

Le BAIIA ajusté pour le premier trimestre s'est établi à 116,4 millions de dollars, comparativement à 75,3 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés et en excluant l'incidence des ajustements à la valeur de marché non réalisés et des coûts de démarrage. Pour 2024, la marge du BAIIA ajusté était de 10,1 %, comparativement à 6,4 % à l'exercice précédent, également en raison des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice avant impôts ajusté du premier trimestre s'est établi à 10,4 millions de dollars, comparativement à une perte de 14,0 millions de dollars à l'exercice précédent, dans la tendance des facteurs susmentionnés, ainsi que de l'augmentation de 10,5 millions de dollars de la charge d'intérêts en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la hausse de la dette liée aux investissements en immobilisations au cours des dernières années et excluant également l'incidence des ajustements à la valeur de marché non réalisés et des coûts de démarrage.

Autres considérations

Le 1er mai 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,22 \$ par action (une hausse de 0,01 \$ par action par rapport au dividende du premier trimestre de 2023), de 0,88 \$ par action sur une base annuelle, payable le 28 juin 2024, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 6 juin 2024. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, le dividende sera considéré comme admissible au crédit d'impôt pour dividendes amélioré. Le conseil d'administration a également approuvé l'émission d'actions ordinaires en capital à escompte de 2 % dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes de la société. En vertu du régime de réinvestissement de dividendes, les investisseurs qui détiennent des actions ordinaires de la société peuvent recevoir des actions ordinaires plutôt que des dividendes en espèces. De plus amples renseignements, notamment sur la façon de s'inscrire au programme, sont disponibles à l'adresse <https://www.mapleleaffoods.com/investors/stock-information.com>.

Conférence téléphonique

Une conférence téléphonique aura lieu à 8 h, HE, le 2 mai 2024, afin de passer en revue les résultats financiers du premier trimestre de Les Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 416 764-8650 ou le 1 888 664-6383. Les personnes qui ne peuvent participer à la conférence pourront écouter un enregistrement qui sera disponible une heure après l'événement au 416 764-8677 ou au 1 888 390-0541 (code d'accès : 900050 #).

Une webdiffusion de la conférence téléphonique du premier trimestre sera également disponible à : <https://www.mapleleaffoods.com>.

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers intermédiaires consolidés (« états financiers intermédiaires consolidés ») et du rapport de gestion connexe de la société sur son site Web et sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers de la société pour le premier trimestre peut être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com sous Présentations et webdiffusions à la page Investisseurs.

Perspectives

Les Aliments Maple Leaf est une société chef de file de protéines de consommation soutenue par un puissant portefeuille de marques, et une figure de proue en matière de durabilité et de sécurité alimentaire. Le plan stratégique de la société définit la façon dont elle fera progresser sa vision d'être la société ayant les pratiques de production de protéines les plus durables au monde tout en réalisant ses objectifs commerciaux et financiers.

La société reconnaît que les facteurs macroéconomiques et les conflits mondiaux continuent de définir le contexte opérationnel actuel et sont à l'origine de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation, des tensions sur la chaîne d'approvisionnement et des pressions exercées sur les marchés de l'agriculture, des produits de base et du change. Par conséquent, les consommateurs et les entreprises adaptent leurs comportements, ce qui a une incidence sur la demande et des offres de produits. La société tire parti d'informations fondées sur les données pour rester à l'affût de cette dynamique, et elle a confiance dans la résilience de ses marques, de son modèle d'affaires et de sa stratégie pour évoluer dans les conditions économiques actuelles.

Plus tôt cette année, Les Aliments Maple Leaf a actualisé son plan stratégique et a annoncé le remaniement de sa structure organisationnelle pour soutenir sa nouvelle orientation stratégique; elle a regroupé sous une même organisation ses activités dans le domaine des protéines animales et des protéines végétales et mis l'accent sur une orientation claire et cohérente visant à stimuler une croissance rentable au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale pour l'ensemble de son portefeuille.

Dans cette optique, la société s'attend à atteindre sa cible de 14 % à 16 % pour la marge du BAIIA ajusté consolidé global dans des conditions normales de marché. Avant ce trimestre, l'objectif pour marge du BAIIA ajusté s'appliquait à l'ancien secteur des protéines animales, mais s'applique désormais sur la base des produits protéinés regroupés.

Prévisions de la société pour l'ensemble de l'exercice 2024 :

- Croissance faible à moyenne à un chiffre des revenus.
 - Augmentation de la marge du BAIIA ajusté à partir de 2023, soutenue par :
 - la croissance rentable de son principal portefeuille de marques de produits protéinés;
 - le rendement des investissements dans l'usine avicole de London et le Bacon Centre of Excellence;
 - la position de chef de file de la société dans le secteur de la production durable de viande;
 - l'accroissement de l'efficacité opérationnelle et de la rentabilité;
- Production de solides flux de trésorerie disponibles et réduction de l'endettement grâce à :
 - l'amélioration des marges et de la rentabilité globale, comme il est indiqué ci-dessus;
 - la génération du rendement cible du capital investi dans l'usine avicole de London et le Bacon Centre of Excellence, notamment en réduisant les coûts de démarrage, en maximisant l'efficacité et en intégrant de nouveaux clients;
 - une gestion rigoureuse du capital; les dépenses totales en immobilisations de cette année devraient se situer dans une fourchette de 170 à 190 millions de dollars, principalement consacrés aux investissements dans l'entretien et à l'optimisation du réseau existant.

Les Aliments Maple Leaf continuera également de faire progresser son ambitieux programme de développement durable, notamment en se positionnant comme chef de file du mouvement d'aliments vrais, en menant de front ses initiatives à l'égard du bien-être animal, en cherchant des solutions pour contrer l'insécurité alimentaire, en accroissant ses efforts pour réduire son empreinte environnementale et en continuant de produire des aliments sûrs dans un environnement sécuritaire.

Mesures financières non conformes aux IFRS

La société utilise les mesures non conformes aux IFRS suivantes : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice avant impôts ajusté, les capitaux de construction, la dette nette, le coefficient dette nette BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres, les flux de trésorerie disponibles et le rendement de l'actif net. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté, BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté et bénéfice avant impôts ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS utilisées par la direction pour évaluer le résultat d'exploitation financier. Le résultat d'exploitation ajusté est défini comme le résultat avant les autres produits, l'impôt et les charges d'intérêt, ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le BAIIA ajusté est défini comme le résultat d'exploitation ajusté, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et ajusté pour des éléments inclus dans les autres charges qui sont tenus pour représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. La société utilise le bénéfice avant impôts ajusté chaque année pour évaluer son rendement et il sert au calcul des primes dans le cadre de son régime de primes de rendement à court terme. Il s'agit du BAIIA ajusté plus les revenus d'intérêt, moins l'amortissement et la charge d'intérêts.

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net avant impôts comme constaté aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés avec le résultat d'exploitation ajusté, le BAIIA ajusté et le bénéfice avant impôts ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2024, comme il est indiqué ci-dessous. La direction estime que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles pour évaluer le rendement des activités d'exploitation courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins, ce qui comprend le programme d'investissement en capital de la société.

(En millions de dollars) (non audité) ⁽ⁱ⁾	Trimestres clos le 31 mars	
	2024	2023
Bénéfice (perte) avant impôt	73,8 \$	(69,9) \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	42,1	31,6
Autres charges	1,2	4,3
Frais de restructuration et autres frais connexes (reprises)	(0,7)	7,7
Bénéfice (perte) d'exploitation	116,3 \$	(26,3) \$
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱ⁾	11,4	34,8
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	(69,1)	1,1
Perte latente et différée (profit latent et différé) sur les contrats de dérivés	(5,6)	9,7
Résultat d'exploitation ajusté	53,0 \$	19,3 \$
Amortissement	65,0	57,7
Éléments inclus dans les autres produits (charges) qui sont tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(1,5)	(1,7)
BAIIA ajusté	116,4 \$	75,3 \$
Marge du BAIIA ajusté^(iv)	10,1 %	6,4 %
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	(42,1)	(31,6)
Revenus d'intérêts	1,0	—
Amortissement	(65,0)	(57,7)
Bénéfice avant impôts ajusté	10,4 \$	(14,0) \$

(i) Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.

(ii) Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou étaient précédemment classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production.

(iii) Comprend principalement certains coûts liés aux projets durables, les gains et les pertes sur la dépréciation et la vente d'actifs à long terme, les règlements juridiques, les gains et pertes sur placement et d'autres charges diverses.

(iv) Les montants trimestriels pour 2023 ont été rajustés afin d'éliminer les nouvelles ententes de vente conclues au cours de l'exercice qui contenaient une attente de rachat, montant qui a été constaté précédemment à titre de ventes externes.

Résultat ajusté par action

Le résultat ajusté par action, qui est une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le bénéfice de base par action et est ajusté de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté. Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice de base par action présenté aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés et le résultat ajusté par action pour le trimestre clos le 31 mars comme il est indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers, étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

Trimestres clos le 31 mars

(\$ par action) (non audité)	2024	2023
Bénéfice (perte) de base par action	0,42 \$	(0,48) \$
Frais de restructuration et autres frais connexes ⁽ⁱ⁾	0,00	0,06
Éléments inclus dans les autres charges qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ⁽ⁱⁱ⁾	0,00	0,02
Coûts de démarrage des capitaux de construction ⁽ⁱⁱⁱ⁾	0,07	0,21
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	(0,42)	0,01
Variation de la juste valeur non réalisée et différée sur les dérivés	(0,03)	0,06
Bénéfice ajusté par action	0,04 \$	(0,12) \$

⁽ⁱ⁾ Comprend l'incidence par action des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.

⁽ⁱⁱ⁾ Comprend principalement les frais et règlements juridiques, les gains ou pertes sur les immeubles de placement et les coûts de transaction, après impôt.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Les coûts de démarrage sont des coûts temporaires découlant de l'exploitation de nouvelles installations qui sont ou ont été classées comme capitaux de construction. Ces coûts peuvent comprendre la formation, la mise à l'essai des produits, les écarts de rendement et d'efficacité de la main-d'œuvre, les frais généraux en double et d'autres charges temporaires nécessaires pour lancer la production, après impôts.

Capitaux de construction

Les capitaux de construction, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer le montant des ressources en capital investies dans des projets de développement stratégique précis qui ne sont pas encore fonctionnels. Les capitaux de construction et les charges financières connexes sont représentés par les investissements de plus de 50,0 millions de dollars dans les projets qui sont liés aux initiatives stratégiques à long terme, et pour lesquels aucun rendement n'est attendu avant au moins 12 mois à partir du début de la construction et l'actif ne sera plus classé dans la catégorie des capitaux de construction après l'entrée en exploitation. Au 31 mars 2024, il n'y a pas de projets de capitaux de construction, car tous les projets ont été achevés et ont été reclassés dans la catégorie des immobilisations ordinaires. Le tableau suivant présente un résumé des activités des capitaux de construction et de financement par emprunt pour les périodes indiquées ci-dessous.

(En milliers de dollars) (non audité)	2024	2023
Immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier	2 596 839 \$	2 663 985 \$
Autres immobilisations corporelles et incorporelles au 1 ^{er} janvier ⁽ⁱ⁾	2 596 839	2 654 419
Capitaux de construction au 1^{er} janvier	— \$	9 566 \$
Ajouts	—	8 822
Capitaux de construction au 31 mars⁽ⁱⁱ⁾	— \$	18 388 \$
Autres immobilisations corporelles et incorporelles au 31 mars ⁽ⁱ⁾	2 569 440	2 635 039
Immobilisations corporelles et incorporelles au 31 mars	2 569 440 \$	2 653 427 \$
Financement par emprunt des capitaux de construction^{(iii)(iv)}	— \$	18 093 \$

⁽ⁱ⁾ Les autres immobilisations corporelles et incorporelles sont des immobilisations corporelles et incorporelles qui ne correspondent pas à la définition de capital de construction.

⁽ⁱⁱ⁾ Au 31 mars 2024, la valeur comptable nette des capitaux de construction comprend 0,0 million de dollars liés aux actifs incorporels (0,2 million de dollars en 2023)

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Ne comprend pas les 882,8 millions de dollars de capital qui ont été transférés, mais est toujours à l'étape du démarrage (1 008,0 millions de dollars en 2023).

^(iv) On suppose que ce montant est entièrement financé par emprunt dans la mesure où la Société a une dette nette en cours. Le financement par emprunt des capitaux de construction exclut les intérêts payés et capitalisés.

Dette nette

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette et du coefficient dette nette et BAIIA ajusté avec les montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers intermédiaires consolidés de la société au 31 mars, comme il est indiqué ci-après. La société établit la dette nette en prenant en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie, et en déduisant la dette à long terme et la dette bancaire. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

	Au 31 mars	
(En milliers de dollars) (non audité)	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	206 393 \$	79 433 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(401 538) \$	(1 130) \$
Dette à long terme	(1 527 665)	(1 755 560)
Total de la dette	(1 929 203) \$	(1 756 690) \$
Dette nette	(1 722 810) \$	(1 677 257) \$
BAIIA ajusté	116 446 \$	75 296 \$
BAIIA ajusté^o des quatre derniers trimestres	468 738	281 339
Dette nette et BAIIA ajusté des quatre derniers trimestres	3,7	6,0

^o Les quatre derniers trimestres comprennent le deuxième trimestre de 2023, le troisième trimestre de 2023, le quatrième trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2024 pour 2024; et le deuxième trimestre de 2022, le troisième trimestre de 2022, le quatrième trimestre de 2022 et le premier trimestre de 2023 pour 2023.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux IFRS, sont utilisés par la direction pour évaluer la trésorerie après investissement dans l'entretien de la base d'actifs de la société. Ils correspondent aux flux de trésorerie d'exploitation, moins l'investissement dans l'entretien(i) et les intérêts connexes payés et capitalisés. Le tableau suivant calcule les flux de trésorerie disponibles pour les périodes indiquées ci-dessous:

	Trimestres clos le 31 mars	
(En milliers de dollars) (non audité)	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	87 325 \$	35 714 \$
Capital nécessaire à l'entretien ^o	(13 436)	(23 107)
Intérêts payés et capitalisés liés au capital nécessaire à l'entretien	(263)	(234)
Flux de trésorerie disponibles	73 626 \$	12 373 \$

^o L'investissement dans l'entretien est défini comme un investissement non discrétionnaire nécessaire pour maintenir les activités actuelles de la société et sa position concurrentielle. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, les dépenses en immobilisations totales de 23,8 millions de dollars (49,3 millions de dollars en 2023) constatées dans les états consolidés des flux de trésorerie se composent de l'investissement dans l'entretien de 13,4 millions de dollars (23,1 millions de dollars en 2023) et d'un capital de croissance de 10,4 millions de dollars (26,2 millions de dollars en 2023) Le capital de croissance est défini comme les investissements discrétionnaires destinés à créer de la valeur pour les intervenants au moyen d'initiatives qui, par exemple, augmentent les marges, accroissent les capacités ou créent un avantage concurrentiel supplémentaire.

Rendement de l'actif net

Le rendement de l'actif net est calculé en divisant le résultat d'impôt sur le revenu d'exploitation (ajusté pour les éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des opérations sous-jacentes de l'entreprise) par l'actif net mensuel moyen. L'actif net est défini comme le total de l'actif (à l'exclusion de la trésorerie et des actifs d'impôt différé) moins le passif ne portant pas intérêt (à l'exclusion des passifs d'impôt différé). La direction croit que le rendement de l'actif net est une base appropriée pour évaluer le rendement financier à long terme.

Énoncés prospectifs

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur les attentes actuelles, les estimations, les projections, les croyances, les jugements et les hypothèses fondés sur l'information disponible au moment où l'énoncé prospectif a été formulé et fait à la lumière de l'expérience de la société et de sa perception des tendances historiques. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, cibles, buts, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. Les énoncés prospectifs sont habituellement définis par des mots comme « anticiper », « poursuivre », « estimer », « s'attendre », « peut », « fera », « projeter », « devrait », « pourrait », « croire », « planifier », « avoir l'intention de », « concevoir », « cibler », « entreprendre », « voir », « indiquer », « maintenir », « explorer », « entraîner », « échéancier », « objectif », « stratégie », « probable », « potentiel », « perspectives », « viser », « proposer », « but », et des expressions similaires suggérant des événements futurs ou des performances futures. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

De par leur nature, ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou faits réels divergent substantiellement de ceux qui avaient été prévus. La société croit que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais que rien ne garantit qu'elles s'avèreront exactes. Le lecteur ne devrait pas se fier sans réserve à de tels énoncés prospectifs.

L'information prospective spécifique contenue dans le présent document peut comprendre, sans s'y limiter, des énoncés concernant ce qui suit :

- les hypothèses sur le contexte économique notamment les répercussions des pressions inflationnistes sur le comportement des clients et des consommateurs, les chaînes d'approvisionnement, les conflits mondiaux et la dynamique concurrentielle;
- les flux de trésorerie futurs prévus et leur suffisance, les sources de capitaux à des taux attractifs, les obligations contractuelles futures, les options de financement futures, le renouvellement des facilités de crédit, la conformité à certaines des clauses restrictives dans le cadre des facilités de crédit, et la disponibilité de capitaux pour financer les plans de croissance; les obligations d'exploitation et le versement de dividendes;
- le rendement futur, y compris les objectifs financiers futurs, les buts et les cibles, l'analyse de la croissance des catégories, les dépenses en immobilisations prévues et les dépenses prévues en matière de frais de vente et charges générales et administratives, la dynamique du marché mondial du porc, les perspectives de marge sur le marché d'exportation du Japon, les marchés du travail, les pressions inflationnistes (y compris la capacité d'établir un prix en fonction de l'inflation);
- la possible répétition d'un incident de cybersécurité sur les systèmes, les activités et les opérations de la société ou la possibilité qu'un tel incident se reproduise, ainsi que sa capacité d'atténuer les répercussions financières et opérationnelles de l'incident de cybersécurité, le succès des efforts de correction et de reprise, les répercussions de la violation des données, et les risques permanents associés à la cybersécurité;
- l'exécution de la stratégie commerciale de la société, y compris le développement et le calendrier prévu des initiatives commerciales, l'expansion et le repositionnement de la marque, l'investissement et le rendement dans la catégorie des protéines végétales, l'accès au marché en Chine et au Japon, les décisions d'affectation des capitaux (y compris l'investissement dans des rachats d'actions en vertu de l'OPRCNA) et l'investissement dans des opportunités de croissance potentielle et les rendements attendus qui y sont associés;
- l'incidence des conditions du commerce et des marchés internationaux sur les activités de la société, y compris l'accès aux marchés, les conflits mondiaux et d'autres facteurs sociaux, économiques et politiques qui ont une incidence sur le commerce;
- les répercussions associées à la propagation de maladies animales exotiques (comme la peste porcine africaine (PPA)) et d'autres maladies animales comme la grippe aviaire;
- les conditions concurrentielles et la capacité de la société de se positionner de façon concurrentielle sur les marchés où elle est en concurrence;
- les projets d'immobilisations, y compris la planification, la construction, les dépenses estimatives, les calendriers, les approbations, la capacité prévue, les dates de mise en service et les avantages prévus de la construction de nouvelles installations et de l'agrandissement des installations existantes;
- la politique de dividendes de la société, y compris les niveaux futurs et la viabilité des dividendes en espèces, le traitement fiscal de ces derniers et les dates futures de versement des dividendes;
- l'incidence des prix des produits de base et du taux de change sur les activités et le rendement financier de la société, y compris l'utilisation et l'efficacité des instruments de couverture;
- les risques opérationnels, y compris l'exécution, la surveillance et l'amélioration continue des programmes de salubrité des aliments, les initiatives en matière de santé des animaux et les initiatives de réduction des coûts de la société, et les ententes sur les niveaux de service (y compris les sanctions y étant liées);

- la mise en œuvre, le coût et l'incidence des initiatives de protection de l'environnement, la capacité de la société à atteindre ses objectifs relatifs au développement durable, les modifications apportées aux lois et règlements sur le climat et la durabilité, l'évolution des attentes des clients et des consommateurs en matière de durabilité; ainsi que le coût futur prévu des mesures d'assainissement liées aux passifs environnementaux;
- l'adoption de nouvelles normes comptables et son incidence sur la situation financière de la société;
- les attentes concernant le rendement des régimes de retraite, y compris l'actif, le passif et les cotisations futurs des régimes de retraite;
- les faits nouveaux et les répercussions des actions en justice réelles ou potentielles.

Divers facteurs ou hypothèses sont habituellement appliqués par la société pour tirer des conclusions ou pour établir les prévisions, les projections, les prédictions ou les estimations formulées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs et hypothèses sont fondés sur les renseignements dont dispose actuellement la société, y compris les renseignements obtenus de sources tierces, et comprennent, sans s'y limiter :

- les attentes concernant les adaptations des opérations, de la chaîne d'approvisionnement, du comportement des clients et des consommateurs, des tendances économiques (y compris, sans s'y limiter, les marchés mondiaux du porc), les taux de change, la dynamique du commerce international et l'accès aux capitaux; y compris la présence ou l'absence possible de changements structurels associés à la reprise économique depuis la pandémie et les conflits mondiaux;
- l'environnement concurrentiel, les conditions connexes du marché et les mesures de la part de marché, la croissance ou la contraction d'une catégorie, le comportement attendu des concurrents et des clients et les tendances des préférences des consommateurs;
- le succès de la stratégie commerciale de la société et la relation entre l'établissement des prix, l'inflation, le volume et les ventes des produits de la société;
- les prix courants des produits de base (en particulier sur les marchés du porc et des aliments pour animaux), les taux d'intérêt, les taux d'imposition et les taux de change;
- les répercussions potentielles découlant de l'incident de cybersécurité, notamment les coûts des mesures de sécurité; la possibilité qu'un autre incident survienne dans l'avenir, les risques associés à la violation des données, la disponibilité de l'assurance, l'efficacité des activités de rétablissement et de prévention, les activités des tiers, les répercussions continues, les réponses des clients, des consommateurs et des fournisseurs et les considérations réglementaires;
- la situation économique et la dynamique sociopolitique entre le Canada, les États-Unis, le Japon et la Chine et la capacité de la société à accéder aux marchés et aux ingrédients sources et autres intrants à la lumière des perturbations sociopolitiques mondiales, ainsi que l'incidence des conflits mondiaux sur l'inflation, le commerce et les marchés;
- la propagation de maladies animales exotiques (y compris la PPA et la grippe aviaire), les stratégies de préparation pour gérer cette propagation et les répercussions sur tous les marchés des protéines;
- la disponibilité et l'accès aux capitaux pour financer les besoins futurs en immobilisations et les activités courantes;
- les attentes concernant la participation aux régimes de retraite de la société et leur financement;
- la disponibilité d'une couverture d'assurance pour gérer certaines expositions au risque de responsabilité;
- l'étendue des passifs et des recouvrements futurs liés aux revendications juridiques;
- les lois réglementaires, fiscales et environnementales en vigueur;
- les coûts d'exploitation et le rendement futurs, y compris la capacité de la société de réaliser des économies d'exploitation et de maintenir des volumes de ventes, un roulement des stocks et un roulement des comptes débiteurs.

Les lecteurs sont prévenus que ces hypothèses pourraient se révéler erronées en tout ou en partie. Les résultats réels de la société peuvent différer sensiblement de ceux prévus dans tout énoncé prospectif.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats exprimés, implicites ou projetés dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, entre autres, les risques associés aux éléments suivants :

- la présence ou l'absence d'adaptations ou de changements structurels survenus depuis la reprise économique après la pandémie qui peuvent avoir des répercussions sur l'exploitation et le rendement financier de la société, ainsi que les répercussions permanentes sur les tendances macro-socio-économiques;
- les tendances macroéconomiques, y compris l'inflation, le comportement des consommateurs, les indicateurs de récession, la disponibilité de la main-d'œuvre, la dynamique du marché du travail et les tendances du commerce international (y compris les marchés mondiaux du porc);
- les résultats de l'exécution des plans d'affaires de la société, la mesure dans laquelle les avantages sont réalisés ou non, et le moment où ces avantages sont réalisés, y compris les répercussions sur les flux de trésorerie;

- la concurrence, les conditions du marché et les activités des concurrents et des clients, y compris l'expansion ou la contraction de catégories clés; les pressions inflationnistes, la dynamique sur le marché du porc et les marges à l'exportation au Japon;
- la cybersécurité, la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information, des processus et des données de la société, la récupération, le rétablissement et les répercussions à long terme de l'événement de cybersécurité, le risque d'événements de cybersécurité futurs, les actions de tiers, les risques de violation des données, l'efficacité du plan de continuité des activités et de son exécution, et la disponibilité de l'assurance;
- la santé du bétail, y compris l'incidence de pandémies potentielles;
- le commerce international et l'accès aux marchés et aux approvisionnements, ainsi que les dynamiques sociales, politiques et économiques, y compris les conflits à l'échelle mondiale;
- le rendement d'exploitation, y compris les niveaux d'exploitation de fabrication, les taux d'exécution des commandes et les pénalités;
- la disponibilité et l'accès au capital, et la conformité aux clauses restrictives des facilités de crédit;
- la décision à l'égard de tout remboursement de capital aux actionnaires;
- l'exécution de projets d'immobilisations et les investissements dans l'entretien;
- la salubrité des aliments, la responsabilité des consommateurs et les rappels de produits;
- le changement climatique, la réglementation sur le climat et le rendement de la société en matière de développement durable;
- la gestion stratégique des risques;
- les acquisitions et les cessions;
- les fluctuations des marchés de la dette et des actions;
- les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change;
- les actifs et passifs des régimes de retraite;
- la nature cyclique du coût et de l'approvisionnement des porcs et la nature concurrentielle du marché du porc en général;
- l'efficacité des stratégies de couverture des produits de base et des taux d'intérêt;
- l'incidence des variations de la valeur de marché des actifs biologiques et des instruments de couverture;
- le système de gestion de l'approvisionnement pour la volaille au Canada;
- la disponibilité des ingrédients pour les protéines végétales;
- la propriété intellectuelle, y compris l'innovation de produits, le développement de produits, la stratégie de la marque et la protection des marques de commerce;
- la consolidation des opérations et l'accent mis sur les protéines;
- le recours à des fabricants à façon;
- la réputation;
- les conditions météorologiques;
- la conformité à la réglementation gouvernementale et l'adaptation aux changements législatifs;
- les réclamations juridiques réelles et envisagées;
- l'incidence des tendances et des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d'achat;
- les règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- la consolidation du commerce de détail;
- les questions d'emploi, y compris le respect des lois en vigueur dans le cadre du droit du travail dans de nombreux territoires de compétence, les risques liés à d'éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de conventions collectives, au recrutement et au maintien en poste de personnel qualifié et au fait de se fier au personnel clé et à la planification de la relève;
- le prix des produits;
- la gestion de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- l'incidence des modifications apportées aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») et à d'autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation;
- d'autres facteurs décrits dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans le rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La société tient à rappeler au lecteur que la liste des facteurs qui précède n'est pas exhaustive.

Les lecteurs sont également prévenus que certains des renseignements prospectifs, tels que les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures, l'augmentation de la marge du BAIIA ajusté et la capacité de la société à atteindre ses objectifs financiers ou à concrétiser ses prévisions, peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins de la législation sur les valeurs mobilières applicable. Ces perspectives financières sont présentées pour évaluer les bénéfices futurs potentiels et les utilisations futures prévues des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les lecteurs ne doivent pas présumer que ces perspectives financières seront réalisées.

Des informations sur les facteurs de risques sont présentées de façon plus détaillée dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » que vous trouverez dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, lequel est accessible sur SEDAR + à l'adresse www.sedarplus.ca. Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. D'autres renseignements concernant la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent document n'ont valeur qu'à la date des présentes. À moins que la loi ne l'impose, la société ne prend aucun engagement de mettre à jour publiquement ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de faits nouveaux ou autrement. Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont expressément et entièrement sous réserve de la présente mise en garde.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf est une entreprise carboneutre(i) qui a pour vision de devenir l'entreprise de produits de protéines la plus durable de la planète, et de fabriquer des produits alimentaires de façon responsable sous des marques de premier plan comme Maple LeafMD, Maple Leaf PrimeMD, Maple Leaf Natural SelectionsMD, SchneidersMD, SchneidersMD Country NaturalsMD, MinaMD, Greenfield Natural Meat Co.MD, LightlifeMD et Field RoastMC. La société emploie environ 13 500 personnes et exploite ses activités principalement au Canada, aux États-Unis et en Asie. Le siège social de la société est situé à Mississauga, en Ontario, et ses actions sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole MFI.

- (i) *See the Company's 2023 Integrated Report that is available on the Maple Leaf Foods website at https://www.mapleleaffoods.com/wp-content/uploads/sites/6/2024/04/MLF_2023_Integrated-Report.pdf*

Bilans intermédiaires consolidés

<i>(En milliers de dollars canadiens)</i> <i>(Non audité)</i>	Au 31 mars 2024	Au 31 mars 2023	Au 31 décembre 2023
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	206 393 \$	79 433 \$	203 363 \$
Comptes débiteurs	168 994	160 290	183 798
Billets à recevoir	32 564	35 506	33 220
Stocks	584 134	576 183	542 392
Actifs biologiques	180 281	140 100	114 917
Impôts recouvrables	83 365	66 977	88 896
Charges payées d'avance et autres actifs	43 620	47 004	44 865
Actifs détenus en vue de la vente	—	11 204	—
Total des actifs courants	1 299 351 \$	1 116 697 \$	1 211 451 \$
Immobilisations corporelles	2 224 502	2 297 130	2 251 710
Actifs au titre du droit d'utilisation	169 145	155 140	154 610
Placements	16 029	23 656	15 749
Immeubles de placement	57 144	5 289	57 144
Avantages du personnel	32 557	16 599	26 785
Autres actifs à long terme	22 303	9 223	22 336
Actif d'impôt différé	41 980	42 525	40 854
Goodwill	477 353	477 353	477 353
Immobilisations incorporelles	344 938	356 297	345 129
Total des actifs à long terme	3 385 951 \$	3 383 212 \$	3 391 670 \$
Total de l'actif	4 685 302 \$	4 499 909 \$	4 603 121 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Créditeurs et charges à payer	590 696 \$	605 777 \$	548 444 \$
Partie courante des provisions	6 586	36 114	9 846
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	401 538	1 130	400 735
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	39 928	37 349	38 031
Impôt sur le résultat à payer	1 788	1 100	2 382
Autres passifs courants	25 518	42 533	32 974
Total des passifs courants	1 066 054 \$	724 003 \$	1 032 412 \$
Dette à long terme	1 527 665	1 755 560	1 550 080
Obligations locatives	154 863	140 304	142 286
Avantages du personnel	62 230	65 966	64 196
Provisions	2 037	3 631	2 041
Autres passifs à long terme	1 202	2 197	1 124
Passif d'impôt différé	317 978	218 903	296 203
Total des passifs à long terme	2 065 975 \$	2 186 561 \$	2 055 930 \$
Total du passif	3 132 029 \$	2 910 564 \$	3 088 342 \$
Capitaux propres			
Capital social	878 852 \$	850 616 \$	873 477 \$
Résultats non distribués	628 549	728 477	597 429
Surplus d'apport	7 750	3 047	3 227
Cumul des autres éléments du résultat global	45 305	33 121	47 829
Actions de trésorerie	(7 183)	(25 916)	(7 183)
Total des capitaux propres	1 553 273 \$	1 589 345 \$	1 514 779 \$
Total des passifs et des capitaux propres	4 685 302 \$	4 499 909 \$	4 603 121 \$

États consolidés intermédiaires du résultat net

	Trimestres clos le 31 mars	
<i>(En milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions) (non audité)</i>	2024	2023⁰
Ventes	1 153 225 \$	1 171 067 \$
Coût des ventes	926 885	1 094 620
Profit brut	226 340 \$	76 447 \$
Frais de vente et charges générales et administratives	110 033	102 713
Bénéfice (perte) avant ce qui suit :	116 307 \$	(26 266) \$
Frais de restructuration et autres frais connexes (reprises)	(725)	7 749
Autres charges	1 157	4 295
Bénéfice (perte) avant intérêts et impôt sur le résultat	115 875 \$	(38 310) \$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	42 083	31 603
Bénéfice (perte) avant impôt	73 792 \$	(69 913) \$
Charge (recouvrement) d'impôt	22 241	(12 209)
Résultat net	51 551 \$	(57 704) \$
Bénéfice (perte) par action attribuable aux actionnaires ordinaires :		
Bénéfice (perte) de base par action	0,42 \$	(0,48) \$
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	0,42 \$	(0,48) \$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions) :		
De base	122,5	121,3
Dilué	123,6	121,3

⁰ Les montants trimestriels pour 2023 ont été ajustés, voir la note 17 dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés.

États intermédiaires consolidés des autres éléments du résultat global

<i>(En milliers de dollars canadiens) (non audité)</i>	Trimestres clos le 31 mars	
	2024	2023
Résultat net	51 551 \$	(57 704) \$
Autres éléments du résultat global		
Gains et (pertes) actuariels qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (après impôt de 2,2 millions de dollars; 0,7 million de dollars en 2023)	6 605 \$	2 124 \$
Variation de l'excédent de réévaluation (après impôt de 0,0 million de dollars; 1,7 million de dollars en 2023)	—	6 993
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net	6 605 \$	9 117 \$
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net :		
Variation de l'écart de conversion cumulé (après l'impôt de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars en 2023)	7 710	(433)
Variation du taux de change sur la dette à long terme désigné comme couverture d'investissement net (après impôt de 1,2 million de dollars; 0,0 million de dollars en 2023)	(6 612)	119
Variation des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 0,2 million de dollars; 1,1 million de dollars en 2023)	(3 622)	(3 105)
Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(2 524) \$	(3 419) \$
Total des autres éléments du résultat global	4 081 \$	5 698 \$
Résultat global	55 632 \$	(52 006) \$

États consolidés des variations des capitaux propres

<i>(En milliers de dollars canadiens)</i>	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion ⁽ⁱ⁾	Profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie ⁽ⁱⁱ⁾	Profits latents sur la juste valeur des investissements ⁽ⁱⁱ⁾	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	873 477 \$	597 429	3 227	8 625	4 416	(2 559)	37 347	(7 183)	1 514 779 \$
Bénéfice net	—	51 551	—	—	—	—	—	—	51 551
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	6 605	—	1 098	(3 622)	—	—	—	4 081
Dividendes déclarés (0,22 \$ par action)	5 375	(27 036)	—	—	—	—	—	—	(21 661)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5 298	—	—	—	—	—	5 298
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	(775)	—	—	—	—	—	(775)
Solde au 31 mars 2024	878 852 \$	628 549	7 750	9 723	794	(2 559)	37 347	(7 183)	1 553 273 \$

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Cumul des autres éléments du résultat global								
	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Ajustement pour écart de conversion	Profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie	Profits latents sur la juste valeur des investissements	Excédent de réévaluation	Actions propres	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	850 086 \$	809 616	—	10 972	12 885	2 945	2 745 \$	(25 916)	1 663 333 \$
Perte nette	—	(57 704)	—	—	—	—	—	—	(57 704)
Autres éléments du résultat global ⁽ⁱⁱ⁾	—	2 124	—	(314)	(3 105)	—	6 993	—	5 698
Dividendes déclarés (0,21 \$ par action)	—	(25 559)	—	—	—	—	—	—	(25 559)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	2 012	—	—	—	—	—	2 012
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	800	—	—	—	—	—	800
Exercice d'options sur actions	769	—	—	—	—	—	—	—	769
Actions rachetées	(2 931)	—	(7 838)	—	—	—	—	—	(10 769)
Variation de l'obligation au titre des actions rachetées	2 692	—	8 073	—	—	—	—	—	10 765
Solde au 31 mars 2023	850 616 \$	728 477	3 047	10 658	9 780	2 945	9 738	(25 916)	1 589 345 \$

⁽ⁱ⁾ Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.

⁽ⁱⁱ⁾ La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.

États intermédiaires consolidés des flux de trésorerie

(En milliers de dollars canadiens)
(non audité)

Trimestres clos les 31 mars

	2024	2023
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS :		
Activités d'exploitation		
Résultat net	51 551 \$	(57 704) \$
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :		
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	(69 143)	1 127
Amortissement	65 853	67 425
Rémunération fondée sur des actions	5 298	2 012
Charge d'impôt différé (recouvrement)	19 936	(2 874)
Charge d'impôt (recouvrement)	2 305	(9 335)
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	42 083	31 603
(Profit) perte sur la vente d'actifs à long terme	(311)	234
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés non désignés	(4 665)	3 109
Variation du passif au titre des régimes de retraite	1 067	467
Impôt sur le résultat remboursé (payé), montant net	2 982	(1 777)
Intérêts payés, après les intérêts capitalisés	(40 477)	(33 790)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	(3 260)	(6 006)
Variation de la marge des dérivés	2 316	(13 740)
Règlement en espèces des dérivés	(2 150)	11 009
Autre	3 093	217
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	10 847	43 737
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	87 325 \$	35 714 \$
Activités d'investissement		
Entrées d'actifs à long terme	(23 813) \$	(49 252) \$
Intérêts payés et capitalisés	(355)	(481)
Produit de la vente d'actifs à long terme	865	64
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(23 303) \$	(49 669) \$
Activités de financement		
Dividendes versés	(21 661) \$	(25 559) \$
(Diminution) augmentation nette de la dette à long terme	(30 885)	48 800
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(8 446)	(9 918)
Exercice d'options sur actions	—	769
Rachat d'actions	—	(10 769)
Paiement des coûts de financement	—	(1 011)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(60 992) \$	2 312 \$
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 030 \$	(11 643) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de la période	203 363	91 076
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de la période	206 393 \$	79 433 \$

Renseignements : Relations avec les investisseurs: investor.relations@mapleleaf.com; Personne-ressource pour les médias: media.hotline@mapleleaf.com